



RÉGION
LÉZIGNANAISE
CORBIÈRES
MINERVOIS
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Conseil municipal - Mise en ligne le 3 octobre 2022

CONVENTION DE REVERSEMENT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT PERÇUE SUR LES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Commune de LEZIGNAN-CORBIERES + LOGO VILLE

PREAMBULE	3
ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION	4
1.1 OBJET PRINCIPAL	4
1.2 ZONES CONCERNEES PAR L'APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION.....	5
1.3 TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT APPLICABLE DANS LES ZAE.....	5
ARTICLE 2 : MODALITES DE VERSEMENT	5
2.1 ANNUALITE.....	5
2.2 RECENSEMENT DES OPERATIONS SOUMISES A LA TAXE D'AMENAGEMENT.....	5
2.3 MODALITES DE CALCUL	5
2.4 PAIEMENT.....	6
2.5 INSCRIPTIONS BUDGETAIRES.....	6
ARTICLE 3 : PRISE EN CHARGE PAR LA CCRLCM DES FRAIS D'INSTRUCTION DES PERMIS DE CONSTRUIRE FAISANT OBJET DU REVERSEMENT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT	6
ARTICLE 4 : PRISE D'EFFET DE LA PRESENTE CONVENTION	6
ARTICLE 5 : LITIGES	6
ARTICLE 6 : ANNEXES	7

Convention de reversement de la Taxe d'Aménagement perçue sur les zones d'activités économiques communautaires

Entre, d'une part :

La Commune de Lézignan-Corbières, représentée par son Maire, agissant conformément à une délibération du Conseil Municipal N°XXXXXXX du XXXXXXX

Et d'autre part :

La CCRLCM, représentée par son Président, agissant conformément à une délibération du Conseil Communautaire N°XXXXXX du XXXXXXX

PRÉAMBULE :

L'article L 331-2 du Code de l'urbanisme dans sa nouvelle rédaction suite à la loi de finances pour 2022 prévoit le reversement de tout ou partie du produit à la CCRLCM : « Dans les cas mentionnés aux 1° et 2°, tout ou partie de la taxe perçue par la commune est reversé à l'établissement public de coopération intercommunale ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du groupement de collectivités. »

La commune de Lézignan-Corbières compétente en matière d'instauration de taxe d'aménagement s'engage à reverser 80% des sommes perçues à la CCRLCM sur toutes les ZAE communautaires actuelles et futures sur la base d'un taux d'équipement voté à son taux maximum.

Cette part correspond à la somme perçue lors des demandes de construction, de reconstruction ou d'agrandissement des bâtiments ainsi que des aménagements ou installations nécessitant une autorisation d'urbanisme.

Par application des principes précités, les zones d'activités économiques communautaires concernées à la date de la signature de la convention sont au jour de la présente :

-En cours de transfert :

1. ZAE- RD6113 commune de Lézignan-Corbières (annexe 1),
2. ZAE- PLAINE DE CONILHAC commune de Lézignan-Corbières (annexe 2),

3. ZAE-DES CORBIERES commune de Lézignan-Corbières (annexe 3),

-Créées ex-nihilo :

1. ZAE intercommunale Caumont 1 commune de Lézignan-Corbières,

2. ZAE intercommunale Caumont 2 commune de Lézignan-Corbières,

Cette liste évoluera en fonction des créations des ZAE portées par l'initiative publique et privée sans qu'il soit besoin de délibérer à nouveau.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

1.1 Objet principal

Les communes membres de la CCRLCM encaissent des recettes fiscales liées directement à l'activité communautaire sur leur territoire.

Il s'agit notamment du produit de la taxe d'aménagement acquitté par les entreprises procédant à des constructions, reconstructions ou agrandissements de bâtiments ainsi que des aménagements ou installations nécessitant une autorisation d'urbanisme sur les zones d'activités économiques communautaires.

L'objet de la présente convention, établie en vertu des dispositions de l'article L 331.2 du Code de l'Urbanisme, fixe le reversement au profit de la CCRLCM, à 80% de la taxe d'aménagement perçue par la commune de Lézignan-Corbières sur les constructions localisées sur les zones d'activités économiques communautaires situées sur son territoire à compter du 01/10/2022.

1.2 Zones concernées par l'application de la présente convention

Il s'agit :

- des zones d'activités économiques communautaires listées en préambule de la présente convention,
- des ZAE futures qui seront aménagées postérieurement à la date de signature de la présente convention.

1.3 Taux de la taxe d'aménagement applicable dans les ZAE.

La commune s'engage dans le cadre de la présente convention à porter le taux de la taxe d'aménagement dans les ZAE actuelles et futures au taux

maximum (soit à ce jour 5%). A cet effet, la commune délibérera avant le 1^{er} octobre 2022.

ARTICLE 2 : MODALITES DE VERSEMENT

2.1 Annualité

Chaque année avant le 31 décembre, le reversement au profit de la CCRLCM sera établi sur la base des autorisations d'urbanisme accordées sur les zones concernées par le champ d'application et encaissées par la commune au cours de l'exercice concerné.

2.2 Recensement des opérations soumises à la Taxe d'Aménagement

Un état trimestriel des autorisations d'urbanisme accordées est établi par les services communaux et fait état des sommes à recouvrer.

Cet état sera établi sur la base des informations transmises par les services fiscaux et les services instructeurs des autorisations d'urbanisme.

Il pourra être révisé pour tenir compte des éventuels changements survenus sur les autorisations d'urbanisme et les nouvelles autorisations accordées.

2.3 Modalités de calcul

Le montant du reversement au profit de la CCRLCM au titre de l'année en cause s'effectue à hauteur de 80% des sommes perçues par la commune.

Le taux de référence est égal au taux suivant : taux de la taxe d'aménagement voté par la commune l'année N.

2.4 Paiement

Les versements seront effectués à terme échu trimestriellement.

2.5 Inscriptions budgétaires

Les reversements de TA seront imputés en section investissement, en dépenses pour les communes (chapitre 10 – article 10226) et en recettes pour la communauté de communes (chapitres 10 – article 10226).

ARTICLE 3 : PRISE EN CHARGE PAR LA CCRLCM DES FRAIS D'INSTRUCTION DES PERMIS DE CONSTRUIRE FAISANT OBJET DU REVERSEMENT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

La CCRLCM s'engage à prendre en charge les frais d'instruction des permis de construire faisant objet du reversement de la taxe d'aménagement aux tarifs en vigueur fixés dans le cadre de la convention-type service commun gestion ADS.

Ce remboursement par la CCRLCM s'effectuera avant le 31 décembre de l'année N en fonction du nombre d'instructions générant le reversement de la TA sur l'année N.

ARTICLE 4 : PRISE D'EFFET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention prend effet au 01/10/2022.

ARTICLE 5 : LITIGES

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, et après épuisement des voies amiables en vigueur, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Montpellier territorialement compétent.

ARTICLE 6 : ANNEXES

Plan des zones d'activités économiques déjà existantes soumises à reversement de Taxe d'Aménagement au profit de la CCRLCM.

Fait en deux exemplaires originaux , le

Pour la Commune

Le Maire

Pour la CCRLCM,

Le Président

